

**ARRETE DU MAIRE n°2024\_752**  
**Réglémentant temporairement l'occupation du domaine public**  
**Marché de Noël 2024**

**Le Maire de la commune de RIVES,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2212-1 relatif aux missions de la police municipale, l'article L 2213-1 dotant le Maire du pouvoir de police et l'article L 2213-2 relatif aux arrêtés de police du Maire ;

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publics et notamment les articles L212-1, L2122-2, L2122-3 et L2125-1 ;

**Vu** le Code de la Route ;

**Vu** la Délibération du 15 décembre 2022, relative aux tarifs d'occupation du domaine public ;

**Vu** l'organisation d'un marché de Noël édition 2024 organisé par la ville de Rives ;

**Vu** la demande présentée Madame COOPAN Rajanee – Ma cuisine d'ici et d'ailleurs – 80 Rue Alfred Buttin 38140 Rives, de participer au marché de Noël.

**ARRETE**

**Article 1 :** Madame COOPAN Rajanee est autorisée à participer au marché de Noël qui se déroulera sous les halles et place Xavier Brochier. Madame COOPAN Rajanee sera présente les 20,21,22 décembre 2024 soit 3 jours avec un étal de 6 ml avec fourniture d'électricité (2,00 € par jour)

**Article 2 :** L'occupation temporaire du domaine public communal donne lieu à la perception d'une redevance conformément au tarif établi par la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2022. En cas de non utilisation de l'autorisation aucune restitution du droit de voirie ne sera effectuée sauf si la révocation de l'autorisation incombe à la ville.

**Article 3 :** Madame COOPAN Rajanee devra s'acquitter des droits d'occupation fixés à **60 €** pour 3 jours de présence avec un étal de 6 ml (3€ le ml) et fourniture de l'électricité (2€ par jour). La facture lui sera envoyée par la mairie de Rives.

**Article 4 :** Madame COOPAN Rajanee, la Direction Générale des Services, la Brigade de Gendarmerie et la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 5 :** Toute personne intéressée dispose d'un délai de recours de 2 mois à compter de la publication de cet arrêté pour saisir le Tribunal Administratif de GRENOBLE.

RIVES, le 13 décembre 2024

Le Maire,  
Julien STEVANT